

[Accueil](#) » [Grand Sud](#) » [Grand Sud](#)

Toulouse et sa région

[ACTU](#) [PRATIQUE](#) [SPORTS](#) [LOISIRS](#) [« Toulouse »](#)

PUBLIÉ LE 12/04/2011 08:00 | JEAN-MARIE DECORSE

Financement de la LGV : rien n'est joué

transports



Le consensus n'existe pas parmi les collectivités appelées à piloter le financement du projet de TGV Tours-Bordeaux»/ Photo DDM, M. L.

Midi-Pyrénées, la Haute-Garonne et le Gers, la communauté d'agglomération du Grand Toulouse, celle de Montauban et des trois Rivières..., la moitié du bataillon était pourtant aux abonnés absents.

Des départements du Lot au Tarn en passant par les Hautes-Pyrénées, une partie de l'Ariège et d'autres regroupements de communes, tous ont choisi de différer leur décision, peu enclins à répondre à l'impératif de date fixé au 17 avril par l'État.

280M€ POUR MIDI-PYRÉNÉES

La contribution des collectivités de Midi-Pyrénées s'élevait initialement à 280 millions d'euros. Mais beaucoup manquent à l'appel et seuls des engagements pour 228,5 millions ont été signés à ce jour, soit 82 % de la participation des collectivités de Midi-Pyrénées au financement de Tours-Bordeaux. Il reste donc 51,5 millions d'euros à trouver, sachant que toutes les collectivités n'ont pas encore délibéré. C'est le cas de la communauté de Castres-Mazamet qui se prononçait hier soir, et du Tarn-et-Garonne, département qui doit gérer l'opposition des riverains dans la définition du tracé Montauban-Toulouse. (Lire ci-contre). Un complément d'études y est d'ailleurs mené.

Côté Aquitaine et Poitou-Charentes, le paysage est marqué aussi par de fortes réticences d'élus. Du coup, le monde politique n'a jamais semblé autant divisé sur le financement de Tours-Bordeaux, un projet articulé, il est vrai, autour d'un des tout premiers partenariats public-privé (PPP) de France. Pour la première fois, il est demandé aux collectivités de s'investir à hauteur de 1,5 milliard d'euros dans un projet qui sera construit et exploité par le concessionnaire Vinci choisi par l'État.

Dans ce contexte, la question est de savoir qui va payer le solde manquant. L'État ? Réseau Ferré de France partie prenante dans le financement et déjà lourdement endetté ? C'est toute la question avec le risque de devoir différer encore ce projet espéré pour 2018-2019.

Hier, toutes les collectivités territoriales n'ont pas signé la convention de financement de la ligne à grande vitesse Tours-Bordeaux. En Midi-Pyrénées, il reste à trouver 52 millions d'euros.

Tout avait pourtant bien commencé. Le préfet de région Dominique Bur avait souligné l'étape « décisive » que constituait la signature de la convention de financement de la ligne à grande vitesse Tours-Bordeaux qui verra peut-être le jour en 2017. Un projet de 300 km de ligne nouvelle pour 6,7 milliards d'euros, constituant ainsi le premier maillon du programme de la LGV Sud-Europe Atlantique.

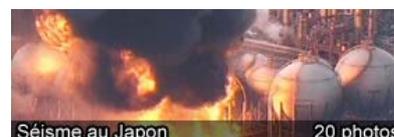
Mais, ce lundi matin, en préfecture, des fissures sont vite apparues dans une présentation officielle trop consensuelle qui a vite laissé percer le malaise ambiant. Car, dans le tour de table financier du chantier Tours-Bordeaux, tous les signataires n'étaient pas présents. S'il y avait bien la Région



Les derniers modèles automobiles 11 photos



Expo Sally Trueman 16 photos



Séisme au Japon 20 photos



Pole-dancing : striptease ou sport ? 11 photos

GRAND SUD



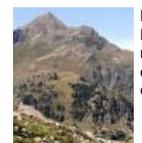
Financement de la LGV : rien n'est joué

Hier, toutes les collectivités territoriales n'ont pas signé la convention de financement de la ligne à grande vitesse Tours-Bordeaux. En...



Clap de fin sur le gaz de schiste ?

La France s'achemine vers l'interdiction de l'exploitation des gaz et huiles de schiste mais la mobilisation des opposants, notamment sur le...



Pourquoi traverser les Pyrénées ?

Le débat est aussi vieux que les montagnes qui l'inspirent. A l'occasion de son 30e anniversaire et dans le cadre de l'année des Pyrénées,...

[Tous les articles »](#)

AUJOURD'HUI À LA UNE



Pechbonnieu. Les agresseurs de la joggeuse en justice

La plainte déposée par la joggeuse de Pechbonnieu, frappée à la cuisse alors qu'elle...



Stade Toulousain : gérer... récupérer

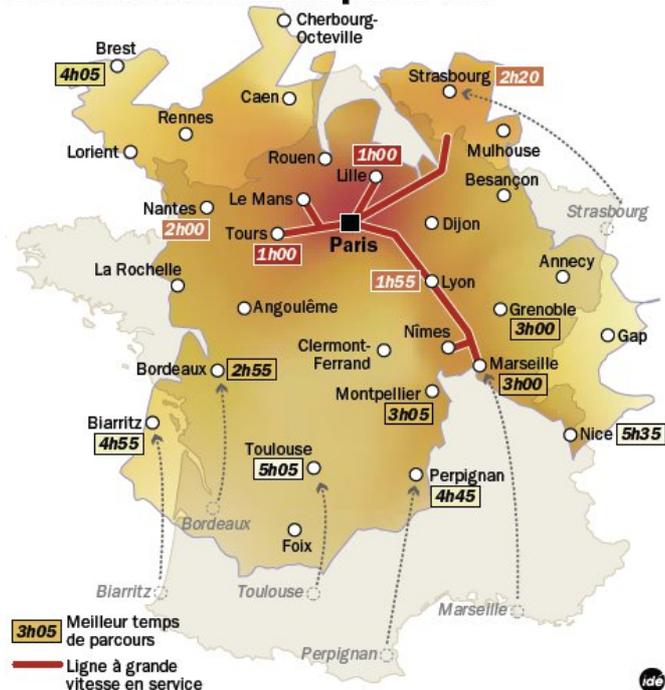
Deux journées de championnat précédent la demi-finale de Coupe d'Europe. Et l'avance des...



Lombez. Son ventre était rempli de drogue

19 mois d'enquête ont permis aux gendarmes du Gers de démanteler un trafic de drogue qui durait depuis 10 ans entre...

La France redessinée par le TGV



Jean-Michel Baylet : "Respectez les gens"

Le conseil général du Tarn-et-Garonne n'était pas présent, hier, lors de la signature de la convention en préfecture de région. Dans un communiqué, son président, Jean-Michel Baylet, a déclaré : « Si nous considérons toujours ce projet de LGV comme une nécessité pour le développement économique régional et de notre département, le conseil général du Tarn-et-Garonne refuse cependant de s'engager tant que les garanties demandées n'ont pas été obtenues de manière définitive et absolue. Et notamment celles portant sur le tracé et son impact sur les habitations et les biens des citoyens. En l'état, les aménagements demandés ne sont pas garantis. Ce n'est pas respecter les gens que de leur imposer une ligne à grande vitesse à proximité de leurs habitations. Au conseil régional, Sylvia Pinel, responsable du groupe PRG, avait fait connaître les réticences du groupe qui s'était abstenu ». Jean-Michel Baylet n'entend pas « engager des fonds publics » sans ces garanties. « La balle est désormais dans le camp de Réseau Ferré de France (RFF) et des acteurs du projet » a ajouté le président du conseil général.

Ce qu'ils ont dit

Martin Malvy, région Midi-Pyrénées : « C'est une étape importante vers la concrétisation de la LGV Paris-Toulouse à l'horizon 2018-2019. Notre signature a été possible grâce aux avancées obtenues du gouvernement. Elle prévoit que région et collectivités Midi-Pyrénées retiendront entre 30 et 40 % de ce qui leur est demandé jusqu'au lancement des travaux entre Bordeaux et Toulouse. Nous avons toujours affirmé que nous considérons ce projet comme un tout. La raison de notre participation au financement de Bordeaux - Tours n'avait pour nous de signification que dans le cadre d'un axe Paris-Toulouse. Nous devions donc obtenir la garantie que le chantier entre Bordeaux et Toulouse s'ouvrira dans les délais prévus. Notre engagement est hors du commun. Nous ne pouvions prendre le risque que Midi-Pyrénées, plus grande région de France, reste à l'écart du réseau européen à grande vitesse. »

Pierre Izard, conseil général de Haute-Garonne : « Le département s'implique à hauteur de 68,2 M€ pour la LGV Tours-Bordeaux. Mais je commence à être pessimiste pour l'avenir. Je n'en fais pas un combat politico-politique, mais il ne peut y avoir d'autre solution que notre participation financière. Pas question pour nous de payer pour les absents. Nous n'irons pas plus loin que notre participation actuelle. »

Pierre Cohen, communauté d'agglomération du Grand Toulouse. « Que des collectivités locales ne jouent pas le jeu est dangereux et même irresponsable. La LGV est également la solution attendue pour 20 000 personnes de l'agglomération qui espèrent enfin une diminution du trafic aérien... »

Philippe Martin, conseil général du Gers. « Notre participation ne représente certes que 0,6 % du financement, mais je relève que nous sommes le seul département exclusivement rural autour de cette table à participer à cette signature. »

André Trigano, communauté de communes du Pays de Pamiers : « La Basse-Ariège signe pour Tours-Bordeaux. Je veux rester optimiste et persuadé qu'en 2018, le TGV s'arrêtera entre Toulouse et Villefranche-de-Lauragais. On ne sera plus qu'à 4 heures de Paris et ce sera formidable pour le tourisme pyrénéen. »

Le chiffre : 280

millions d'euros> Midi-Pyrénées. C'est le montant de la participation régionale au financement de la LGV Tours-Bordeaux. Seulement 82% des engagements financiers sont réunis à ce jour.

Internet



LES ANNONCES DE TOULOUSE

 Location Meublés 280 €	 Location T2 500 €	 Location T1 et T1 bis 396 €	 PEUGEOT Partner 7290 €
---	--	--	--

RÉAGISSEZ**MODE D'EMPLOI**

1. Remplir correctement les cases ci-dessous.
2. Validez le mail de confirmation envoyé dans votre boîte mail.

Titre :

Votre message :

Vous êtes déjà inscrit ? [cliquez-ici](#)

* Pseudo :

* Code Postal :

Données personnelles non publiées :

* E-mail :

* Nom :

* Prénom :

Code :

6 1 c 8 C

* Entrer le code affiché :

* Champs requis

ENVOYER

 J'autorise ladepeche.fr à publier et faire usage de mon commentaire[▲ Haut de page](#)